



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/22783
11 juillet 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

**NOTE VERBALE DATEE DU 8 JUILLET 1991, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LA MISSION PERMANENTE DE LA NORVEGE AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES**

La Mission permanente de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, se référant au paragraphe 4 de la résolution 700 (1991) du Conseil de sécurité, a l'honneur de l'informer de ce qui suit :

Les lois et règlements norvégiens sont pleinement conformes aux obligations énoncées dans la résolution 687 (1991), y compris au paragraphe 24, ainsi qu'aux décisions antérieures du Conseil ayant force obligatoire. Les directives que le Conseil de sécurité a adoptées dans sa résolution 700 (1991) entrent dans le cadre de la législation norvégienne.

La loi No 4 du 7 juin 1947 relative à l'application des décisions ayant force obligatoire du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies habilite le Roi à prendre, en conseil, des règlements afin d'assurer l'application de ces décisions. Le règlement pris concernant l'application de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité est entré en vigueur le 8 avril 1991. L'article pertinent dudit règlement est conçu comme suit :

"Il est interdit à quiconque sur le territoire norvégien, et à tout ressortissant norvégien ou toute entreprise, société, fondation ou association norvégienne, où qu'il ou elle se trouve, de vendre, fournir ou, par tout autre moyen, faire parvenir à l'Iraq des marchandises ou produits de quelque sorte que ce soit, y compris des armes et autre matériel militaire ainsi que des techniques et des services destinés à des fins militaires, quel que soit le pays d'origine."

L'interdiction édictée au premier paragraphe s'applique également à la vente, au transport ou à la transmission par d'autres moyens de marchandises ou de produits à toute personne physique ou morale agissant au nom de toute entreprise exerçant ses activités en Iraq ou à partir de l'Iraq.

L'interdiction de transport édictée aux premier et deuxième paragraphes s'applique aux navires, aux aéronefs et aux véhicules motorisés immatriculés en Norvège ou exploités par tout ressortissant, société ou association norvégiens ou mis à leur disposition.

La Norvège a appliqué les décisions du Conseil de sécurité ayant force obligatoire en adoptant des lois prévoyant des peines d'emprisonnement ou des amendes, voire les deux à la fois. En outre, les articles qui ont été exportés ou qu'on a tenté d'exporter peuvent être confisqués sur ordre d'un tribunal quel qu'en soit le propriétaire et sans que des poursuites judiciaires aient été intentées. S'il s'avère impossible de confisquer les articles en question, le tribunal peut intimer au contrevenant l'ordre de payer une somme équivalente à leur valeur partielle ou intégrale même en l'absence de poursuites judiciaires. Il en va de même pour tout moyen de paiement ou de nantissement employé en violation des dispositions adoptées conformément à la loi relative à l'application des décisions du Conseil de sécurité ayant force obligatoire. L'importation de marchandises et de produits est contrôlée par les services de douane et de police. C'est aux tribunaux qu'appartient la décision finale lorsque le ministère public considère avoir des raisons suffisantes de soupçonner une infraction à la législation susmentionnée.

Ces mesures s'appliquent à quiconque viole délibérément ou par négligence la législation norvégienne ou se rend complice d'une telle violation. La tentative est également punissable.

Outre les règlements spéciaux qui ont été pris en relation avec les sanctions à l'encontre de l'Iraq, la Norvège dispose d'un vaste ensemble de lois régissant les exportations d'armes et de matériel militaire ainsi que de technologies et de services destinés à des fins militaires. Parmi ces lois figure notamment une loi concernant le contrôle des marchandises, des services et des technologies stratégiques, et les règlements s'y rapportant. Cette loi prévoit également des sanctions pénales (emprisonnement, amendes ou combinaison des deux), en cas d'infraction.
